

Rapport financier 2012 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mme France Cinq-Mars, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.
(Nom de l'organisme)

Date 2013-05-03

Signature



Dernière modification : 2013-05-02 15:44:28

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la **Ville de Trois-Rivières** et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au **31 décembre 2012**, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Trois-Rivières** et des organismes qui sont sous son contrôle au **31 décembre 2012**, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les présents états financiers n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra se référer aux deux tables des matières où celles-ci sont identifiées.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons également l'attention des lecteurs sur le fait que les informations extraites du budget et présentées dans les présents états financiers n'ont pas été auditées.

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Trois-Rivières inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Enfin, les états financiers consolidés de la Ville, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé une opinion non modifiée sur ces états en date du 2 mai 2012.

NOM DU CABINET : *Mallette SENCARL*

SIGNATURE DE L'ASSOCIÉ : *Claude Lacombe CPA, CA*

NOM DE L'ASSOCIÉ : CLAUDE LACOMBE, CPA auditeur, CA permis d'auditeur #A111750.

TROIS-RIVIÈRES (Canada)

DATE 2013-05-03

Dernière modification : 2013-05-02 15:44:28

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la **Ville de Trois-Rivières** et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au **31 décembre 2012**, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Trois-Rivières** et des organismes qui sont sous son contrôle au **31 décembre 2012**, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les présents états financiers n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra se référer aux deux tables des matières où celles-ci sont identifiées.

J'attire également l'attention des lecteurs sur le fait que les informations extraites du

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

budget et présentées dans les présents états financiers n'ont pas été auditées.

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait la Ville de Trois-Rivières inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

SIGNATURE DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE:

A handwritten signature in blue ink, reading "Andrée Cossette, CPA auditrice, CA #A109614".

NOM DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE: ANDRÉE COSSETTE, CPA auditrice, CA permis d'auditrice
#A109614
TROIS-RIVIÈRES (Canada)

DATE 2013-05-03

Dernière modification : 2013-05-02 15:44:28

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	162 327 870	165 558 300	167 674 654			167 484 405
Compensations tenant lieu de taxes	2	14 515 814	15 519 407	15 017 707			14 806 728
Quotes-parts	3					9 800 206	
Transferts	4	16 165 890	16 975 628	19 156 569		4 372 113	21 167 611
Services rendus	5	12 088 375	12 575 955	13 658 301		26 848 827	24 932 311
Imposition de droits	6	6 723 008	4 875 800	6 320 598			6 320 598
Amendes et pénalités	7	6 161 769	6 047 000	5 747 717			5 747 717
Intérêts	8	2 744 140	1 819 100	3 149 569		291 524	3 441 093
Autres revenus	9	892 770	660 610	1 403 845		3 118 885	4 521 650
	10	221 619 636	224 031 800	232 128 960		44 431 555	248 422 113
Investissement							
Taxes	11	681 432		254 798			254 798
Quotes-parts	12						
Transferts	13	22 479 835	45 135 944	13 687 593		1 295 323	14 982 916
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	2 704 393	5 700 000	4 041 861			4 041 861
Autres	15	254 111		61 120			61 120
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
	16					316 322	316 322
	17	26 119 771	50 835 944	18 045 372		1 611 645	19 657 017
	18	247 739 407	274 867 744	250 174 332		46 043 200	268 079 130
Charges							
Administration générale	19	22 771 877	23 768 074	24 508 242	1 292 692		25 800 934
Sécurité publique	20	32 826 663	37 803 116	36 638 088	1 282 519		37 920 607
Transport	21	34 307 523	36 998 644	36 447 425	9 732 802	14 490 045	55 873 024
Hygiène du milieu	22	29 145 534	29 782 657	28 010 587	12 099 823	12 726 088	44 360 254
Santé et bien-être	23	2 023 495	2 825 866	4 705 808			4 705 808
Aménagement, urbanisme et développement	24	12 272 166	12 895 530	14 347 257	2 425 854	5 541 687	16 606 427
Loisirs et culture	25	33 914 256	36 409 186	36 318 044	3 130 687	9 749 642	40 041 834
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	15 099 779	15 956 232	15 608 057		2 193 881	17 801 938
Amortissement des immobilisations	28	26 847 813	25 925 889	29 964 377	(29 964 377)		
	29	209 209 106	222 365 194	226 547 885		44 701 343	243 110 826
Excédent (déficit) de l'exercice	30	38 530 301	52 502 550	23 626 447		1 341 857	24 968 304

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	38 530 301	52 502 550	23 626 447	1 341 857	24 968 304	
Moins: revenus d'investissement	2	(26 119 771)	(50 835 944)	(18 045 372)	(1 611 645)	(19 657 017)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	12 410 530	1 666 606	5 581 075	(269 788)	5 311 287	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	26 847 813	25 925 889	29 964 377	4 369 258	34 333 635	
Produit de cession	5	512 804	490 000	397 564	3 674	401 238	
(Gain) perte sur cession	6	(272 328)	(490 000)	136 120	5 408	141 528	
Réduction de valeur / Reclassement	7	12 461		11 763 139		11 763 139	
	8	27 100 750	25 925 889	42 261 200	4 378 340	46 639 540	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	4 364		63 592	142 496	206 088	
Réduction de valeur / Reclassement	10	(12 461)		(10 884 478)		(10 884 478)	
	11	(8 097)		(10 820 886)	142 496	(10 678 390)	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12				122 888	122 888	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				223 390	223 390	
	15				346 278	346 278	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 277 456	1 100 000	1 529 000	12 333	1 541 333	
Remboursement de la dette à long terme	17	(26 421 780)	(26 671 418)	(28 985 928)	(4 209 900)	(33 195 828)	
	18	(25 144 324)	(25 571 418)	(27 456 928)	(4 197 567)	(31 654 495)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(605 427)	(1 090 000)	(2 557 618)	(924 138)	(3 481 756)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	378 461		530 713	66 545	597 258	
Excédent de fonctionnement affecté	21	576 017	265 000	1 643 866	223 303	1 867 169	
Réserves financières et fonds réservés	22	(285 167)	(336 229)	(1 516 613)	282 852	(1 233 761)	
Montant à pourvoir dans le futur	23	(929 566)	(859 848)	(883 407)	(10 267)	(893 674)	
Financement des investissements en cours	24						
	25	(865 682)	(2 021 077)	(2 783 059)	(361 705)	(3 144 764)	
	26	1 082 647	(1 666 606)	1 200 327	307 842	1 508 169	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	13 493 177		6 781 402	38 054	6 819 456	

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	26 119 771	50 835 944	18 045 372	1 611 645	19 657 017
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(893 082)	(1 387 366)	(787 663)	()	(787 663)
Sécurité publique	3	(2 581 577)	(9 558 224)	(3 375 425)	()	(3 375 425)
Transport	4	(11 856 297)	(28 734 013)	(17 811 248)	(2 146 007)	(19 957 255)
Hygiène du milieu	5	(15 839 784)	(63 988 030)	(11 369 701)	(3 765 221)	(15 134 922)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 162 490)	(4 946 728)	(732 870)	(41 447)	(774 317)
Loisirs et culture	8	(11 429 786)	(45 232 639)	(23 322 562)	(27 394)	(23 349 956)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(43 763 016)	(153 847 000)	(57 399 469)	(5 980 069)	(63 379 538)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(4 119 123)	()	(4 642 492)	()	(4 642 492)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	(494 199)	(494 199)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	32 533 600	91 182 723	41 418 407	2 407 647	43 826 054
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	605 427	1 090 000	2 557 618	924 138	3 481 756
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	660 000	7 333 333	2 580 000	23 887	2 603 887
Excédent de fonctionnement affecté	16	500 000			20 085	20 085
Réserves financières et fonds réservés	17	2 795 959	3 405 000	10 406 621	(108 520)	10 298 101
	18	4 561 386	11 828 333	15 544 239	859 590	16 403 829
	19	(10 787 153)	(50 835 944)	(5 079 315)	(3 207 031)	(8 286 346)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	15 332 618		12 966 057	(1 595 386)	11 370 671

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	38 530 301	52 502 550	23 626 447	1 341 857	24 968 304		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(43 763 016)	(153 847 000)	(57 399 469)	(5 980 069)	(63 379 538)		
Produit de cession	3	512 804	490 000	397 564	3 674	401 238		
Amortissement	4	26 847 813	25 925 889	29 964 377	4 369 258	34 333 635		
(Gain) perte sur cession	5	(272 328)	(490 000)	136 120	5 408	141 528		
Réduction de valeur / Reclassement	6	12 461		11 763 139		11 763 139		
	7	(16 662 266)	(127 921 111)	(15 138 269)	(1 601 729)	(16 739 998)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(4 127 293)		(15 463 378)		(15 463 378)		
Variation des stocks de fournitures	9	(93 084)		19 818	18 958	38 776		
Variation des autres actifs non financiers	10	99 494		105 601	(23 172)	82 429		
	11	(4 120 883)		(15 337 959)	(4 214)	(15 342 173)		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	17 747 152	(75 418 561)	(6 849 781)	(264 086)	(7 113 867)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(296 760 854)		(278 863 954)	(48 069 546)	(326 933 500)		
Redressement aux exercices antérieurs	14	149 748		340 365	(1 154 077)	(813 712)		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(296 611 106)		(278 523 589)	(49 223 623)	(327 747 212)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(278 863 954)		(285 373 370)	(49 487 709)	(334 861 079)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2012

		<u>2011</u>		<u>2012</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	25 426 924	12 107 870	5 047 331	17 155 201
Placements temporaires	2	10 572 857	35 114 726	630 000	35 744 726
Débiteurs (note 5)	3	81 199 995	83 990 756	14 106 966	95 157 807
Prêts (note 6)	4	531 738	531 738	1 000	532 738
Placements à long terme (note 7)	5	233 333	233 333	2 403 830	2 637 163
Participations dans des entreprises municipales	6			240 552	240 552
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8	866 926	487 185		487 185
	9	118 831 773	132 465 608	22 429 679	151 955 372
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			26 148	26 148
Emprunts temporaires	11	14 982 000	14 510 000	2 934 000	17 444 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	46 215 964	41 148 977	8 646 340	46 930 402
Revenus reportés (note 11)	13	2 356 075	11 553 385	2 841 801	14 320 186
Dette à long terme (note 12)	14	323 337 688	339 339 616	57 469 099	396 808 715
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	10 804 000	11 287 000		11 287 000
	16	397 695 727	417 838 978	71 917 388	486 816 451
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(278 863 954)	(285 373 370)	(49 487 709)	(334 861 079)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	686 846 822	701 985 092	73 957 106	775 942 198
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	7 944 609	23 407 987		23 407 987
Stocks de fournitures	20	3 078 876	3 059 058	509 839	3 568 897
Autres actifs non financiers (note 15)	21	1 156 333	1 050 732	383 006	1 433 738
	22	699 026 640	729 502 869	74 849 951	804 352 820
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	19 765 924	9 285 326	1 405 748	10 691 074
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	13 666 834	18 096 893	935 860	19 032 753
Montant à pourvoir dans le futur	25	(7 488 964)	(6 605 556)	(71 880)	(6 677 436)
Financement des investissements en cours	26	(15 965 951)	(3 716 584)	(3 685 725)	(7 402 309)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	410 184 843	427 069 420	26 778 239	453 847 659
	28	420 162 686	444 129 499	25 362 242	469 491 741

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Réalizations 2012		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	38 530 301	23 626 447	1 341 857	24 968 304
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	26 847 813	29 964 377	4 369 258	34 333 635
Autres					
- (gain)perte sur disposition	3	(272 328)	136 120	229 131	365 251
- Redressements	4	162 209	340 365	(239 508)	100 857
	5	65 267 995	54 067 309	5 700 738	59 768 047
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(19 740 728)	(2 790 761)	582 925	732 079
Autres actifs financiers	7	416 350	379 741		379 741
Créditeurs et charges à payer	8	2 318 058	(5 066 987)	(1 307 736)	(9 239 638)
Revenus reportés	9	166 447	9 197 310	709 647	9 831 957
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(60 000)	483 000		483 000
Propriétés destinées à la revente	11	(4 127 293)	(3 700 239)	138 685	(3 561 554)
Stocks de fournitures	12	(93 084)	19 818	18 958	38 776
Autres actifs non financiers	13	99 494	105 601	(23 172)	82 429
	14	44 247 239	52 694 792	5 820 045	58 514 837
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	43 763 016 ) (	57 399 469 ) (	5 980 069 ) (	63 379 538)
Produit de cession	16	512 804	397 564	3 674	401 238
	17	(43 250 212)	(57 001 905)	(5 976 395)	(62 978 300)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	494 199 ) (	494 199)
Remboursement ou cession	19			122 888	122 888
Variation nette des placements temporaires	20			35 000	35 000
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22			(336 311)	(336 311)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	52 544 200	49 679 900	5 530 030	55 209 930
Remboursement de la dette à long terme	24 (	29 290 534 ) (	33 539 926 ) (	7 016 007 ) (	40 555 933)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(15 005 500)	(472 000)	2 809 000	2 337 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(34 200)	(138 046)	75 773	(62 273)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	8 213 966	15 529 928	1 398 796	16 928 724
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	9 210 993	11 222 815	906 135	12 128 950
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	26 788 788	35 999 781	4 745 048	40 744 829
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²	32	35 999 781	47 222 596	5 651 183	52 873 779

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>Total</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé¹</u>
Rémunération	1	61 443 156	67 479 059	66 688 717	12 993 803	79 682 520
Charges sociales	2	14 485 085	16 913 045	15 495 183	2 833 753	18 328 936
Biens et services	3	71 775 430	78 178 819	76 649 902	19 770 355	74 516 780
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	13 332 373	13 865 232	13 551 414		13 551 414
D'autres organismes municipaux	5				2 193 881	2 193 881
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 767 406	2 091 000	2 056 643		2 056 643
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	6 780 657	7 109 619	6 033 126		
Autres	10				280 262	280 262
Autres organismes	11	7 780 001	6 922 106	7 838 441	321 603	7 982 444
Amortissement des immobilisations	12	26 847 813	25 925 889	29 964 377	4 369 258	34 333 635
Autres						
-	13	4 997 185	3 880 425	8 270 082	1 938 428	10 184 311
-	14					
-	15					
	16	209 209 106	222 365 194	226 547 885	44 701 343	243 110 826

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Revenus				
Taxes	1	165 251 922	167 739 203	162 822 081
Compensations tenant lieu de taxes	2	15 287 085	14 806 728	14 343 149
Quotes-parts	3			
Transferts	4	65 034 578	36 150 527	45 796 728
Services rendus	5	26 046 899	24 932 311	25 752 900
Imposition de droits	6	4 875 800	6 320 598	6 723 008
Amendes et pénalités	7	6 047 000	5 747 717	6 161 769
Intérêts	8	1 860 803	3 441 093	2 789 933
Autres revenus	9	9 238 692	8 624 631	6 824 978
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		316 322	247 463
	11	293 642 779	268 079 130	271 462 009
Charges				
Administration générale	12	24 857 967	25 800 934	23 955 963
Sécurité publique	13	39 049 047	37 920 607	34 193 045
Transport	14	55 388 640	55 873 024	52 778 620
Hygiène du milieu	15	45 473 545	44 360 254	46 837 588
Santé et bien-être	16	2 910 866	4 705 808	2 023 495
Aménagement, urbanisme et développement	17	13 269 490	16 606 427	13 945 605
Loisirs et culture	18	40 561 993	40 041 834	37 975 035
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	18 273 493	17 801 938	17 179 176
	21	239 785 041	243 110 826	228 888 527
Excédent (déficit) de l'exercice	22	53 857 738	24 968 304	42 573 482
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		443 391 509	400 669 291
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		1 131 928	148 736
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		444 523 437	400 818 027
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		469 491 741	443 391 509

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Excédent (déficit) de l'exercice	1	53 857 738	24 968 304	42 573 482
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	160 479 689 ) (	63 379 538 ) (	52 090 566)
Produit de cession	3		401 238	587 507
Amortissement	4	29 082 744	34 333 635	31 065 252
(Gain) perte sur cession	5		141 528	(328 359)
Réduction de valeur / Reclassement	6		11 763 139	80 637
	7	(131 396 945)	(16 739 998)	(20 685 529)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(15 463 378)	(3 988 608)
Variation des stocks de fournitures	9		38 776	(74 772)
Variation des autres actifs non financiers	10		82 429	102 722
	11		(15 342 173)	(3 960 658)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(77 539 207)	(7 113 867)	17 927 295
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(326 933 500)	(345 010 543)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		(813 712)	149 748
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(327 747 212)	(344 860 795)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(334 861 079)	(326 933 500)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	17 155 201	30 314 571
Placements temporaires	2	35 744 726	10 637 857
Débiteurs (note 5)	3	95 157 807	94 681 413
Prêts (note 6)	4	532 738	532 738
Placements à long terme (note 7)	5	2 637 163	1 648 585
Participations dans des entreprises municipales	6	240 552	47 450
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	487 185	1 005 611
	9	<u>151 955 372</u>	<u>138 868 225</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	26 148	172 602
Emprunts temporaires	11	17 444 000	15 107 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	46 930 402	55 011 567
Revenus reportés (note 11)	13	14 320 186	4 438 229
Dettes à long terme (note 12)	14	396 808 715	380 268 327
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	11 287 000	10 804 000
	16	<u>486 816 451</u>	<u>465 801 725</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(334 861 079)</u>	<u>(326 933 500)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	775 942 198	757 256 560
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	23 407 987	7 944 609
Stocks de fournitures	20	3 568 897	3 607 673
Autres actifs non financiers (note 15)	21	1 433 738	1 516 167
	22	<u>804 352 820</u>	<u>770 325 009</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>469 491 741</u>	<u>443 391 509</u>
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	24 968 304	42 573 482
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	34 333 635	31 065 252
Autres			
- (gain) perte sur disposition	3	365 251	25 170
- redressements	4	100 857	230 381
	5	59 768 047	73 894 285
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	732 079	(21 795 870)
Autres actifs financiers	7	379 741	416 350
Créditeurs et charges à payer	8	(9 239 638)	4 117 955
Revenus reportés	9	9 831 957	(518 450)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	483 000	(60 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(3 561 554)	(4 127 293)
Stocks de fournitures	12	38 776	(74 772)
Autres actifs non financiers	13	82 429	102 722
	14	58 514 837	51 954 927
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(63 379 538)	(52 090 566)
Produit de cession	16	401 238	587 507
	17	(62 978 300)	(51 503 059)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(494 199)	(740 496)
Remboursement ou cession	19	122 888	267 931
Variation nette des placements temporaires	20	35 000	(35 000)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(336 311)	(507 565)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	55 209 930	59 950 590
Remboursement de la dette à long terme	24	(40 555 933)	(34 593 880)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 337 000	(15 025 500)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(62 273)	27 254
Autres			
-	27		
-	28		
	29	16 928 724	10 358 464
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	12 128 950	10 302 767
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	40 744 829	30 442 059
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	52 873 779	40 744 826

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

1. Statut de l'organisme municipal

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES, personne morale de droit public légalement constituée suivant la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) en vertu du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001 et qui fut publié aux pages 4850 et suivantes de la Partie 2 de l'édition du 12 juillet 2001 de la Gazette officielle du Québec (133e année, no 28A), ayant son siège au 1325 de la place de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec), G9A 5H3; succède aux droits, charges et obligations des anciennes Villes de Cap-de-la-Madeleine, Sainte-Marthe-du-Cap, Saint-Louis-de-France, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest et de l'ancienne Municipalité de Pointe-du-Lac en vertu du premier alinéa de l'article 91 de ce décret.

RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE LA MAURICIE

La Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie a été constituée au moyen d'une entente intermunicipale adoptée en vertu des dispositions de la *Loi sur les cités et villes* et au *Code municipal du Québec*. Le ministre des Affaires municipales a décrété sa constitution le 11 septembre 1991. Des modifications ont été apportées au décret original le 20 mai 2000, le 16 novembre 2002 et le 13 janvier 2012.

La Régie a pour objet la gestion globale des matières résiduelles incluant les boues de fosses septiques des municipalités membres.

La Régie a signé une entente avec Groupe RCM inc. afin de former une société en nom collectif, Récupération Mauricie S.E.N.C. Cette dernière opère un centre de tri à St-Étienne-des-Grès. La participation de la Régie est de 49 %.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

La société a été constituée en vertu de l'article 1 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (L.Q. 2001, chapitre 23) et a pour mission d'organiser et de fournir le transport en commun sur le territoire de la Ville de Trois-Rivières.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE TROIS-RIVIÈRES

L'Organisme, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, s'occupe de la gestion des salles de spectacle, d'expositions, de diffusion des arts et de soutien au milieu culturel de la Ville de Trois-Rivières. L'Organisme fait partie du périmètre comptable de la Ville de Trois-Rivières. Il est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi sur les impôts et il est exempté des impôts.

COMITÉ ORGANISATEUR DES FÊTES DU 375E ANNIVERSAIRE DE TROIS-RIVIÈRES INC.

La société, constituée le 15 mai 2006 en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*, faisant la préparation et la promotion des fêtes du 375e anniversaire de Trois-Rivières. Il est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi sur les impôts et il est exempté des impôts.

CORPORATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE ST-QUENTIN

L'organisme a été constitué sous l'autorité de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec* et est exempté des impôts sur le revenu. L'organisme coordonne les services et les activités offertes à la clientèle et a la responsabilité de la réalisation des aménagements à être effectués sur l'île St-Quentin appartenant à la Ville de Trois-Rivières.

INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE TROIS-RIVIÈRES (I.D.É. TROIS-RIVIÈRES)

L'organisme a été constitué conformément à ses statuts de fusion datés du 1er janvier 2006 et 2008 en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*. L'organisme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

offre des services de première ligne d'accompagnement ou de soutien technique ou financier auprès d'entrepreneurs potentiels ou déjà en activité, fait de la location d'immeubles et promeut, planifie et développe des activités touristiques et de congrès, sur le territoire de la ville de Trois-Rivières.

CORPORATION DE L'AMPHITHÉÂTRE DE TROIS-RIVIÈRES INC.

L'organisme a été constitué le 21 juillet 2009 en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec* et a débuté ses activités en janvier 2010. L'organisme est une corporation para-municipale rattachée à la Direction des arts et de la culture à qui la Ville de Trois-Rivières a confié la gestion de l'Amphithéâtre de Trois-Rivières et des programmes de diffusion s'y rattachant. Il est également responsable du Bureau des événements dont les principales activités sont la mise en place d'un club de presse, la tenue d'un calendrier des événements, la réalisation du programme d'animation de la rue des Forges et du programme de bonification des événements. Il est un organisme sans but lucratif au sens de la *Loi sur les impôts* et il est exempté des impôts.

FONDATION TROIS-RIVIÈRES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

La société constituée le 2 juin 1999 en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec* sous le nom de LA FONDATION EN ENVIRONNEMENT DE L'ÎLE ST-QUENTIN, a modifié son nom le 12 octobre 2010 après quelques années d'inactivité.

Reprenant ses activités en 2011, ses objectifs sont maintenant de participer, réaliser et promouvoir des actions et projets de développement durable, ciblés par le Plan d'action de la Ville de Trois-Rivières, afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens de la ville de Trois-Rivières.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville de Trois-Rivières comprend les organismes suivants :

- Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie;
- Société de transport de Trois-Rivières;
- Corporation de développement culturel de Trois-Rivières;
- Comité organisateur des fêtes du 375ième anniversaire de Trois-Rivières inc.;
- Corporation pour le développement de l'île St-Quentin;
- Innovation et développement économique Trois-Rivières;
- Fondation Trois-Rivières pour un développement durable;
- Corporation de l'amphithéâtre de Trois-Rivières inc.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers de la Ville ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public et comprennent l'ensemble des conventions comptables listées dans cette note.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement succesif (FIFO).

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile respective, selon les périodes suivantes:

Infrastructures :	de 15 à 40 ans
Bâtiments :	de 10 à 40 ans
Véhicules :	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	de 3 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipements :	de 3 à 20 ans
Améliorations locatives :	15 ans
Autres :	de 1 à 5 ans

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Sans objet

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2012 selon la méthode suivante : valeur liée au marché (valeur lissée sur 3 ans pour le Régime de retraite de la Société de transport de Trois-Rivières et valeur lissée sur 5 ans pour les autres régimes).

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****F) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

G) Autres éléments

PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

PLACEMENTS À LONG TERME

Le placement dans une société en commandite est comptabilisé au coût d'acquisition.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des revenus et des dépenses au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur.

FRAIS REPORTÉS LIÉS À LA DETTE LONG TERME

Les escomptes sur obligations sont amortis sur la durée du financement.

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

En 2012, la Ville a comptabilisé une charge d'amortissement supérieure en raison d'immobilisations non amorties dans le passé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		11 037 545
Placements temporaires	2	13 907 852	
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	14 076 556	13 286 231
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	63 620 248	61 337 581
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	5 120 325	5 300 309
Organismes municipaux	8		639 804
Autres			
- ville	9	9 452 141	9 192 432
- organismes consolidés	10	2 888 537	4 925 056
	11	95 157 807	94 681 413
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	50 185 597	47 349 515
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	1 178 268	1 299 083
	15	51 363 865	48 648 598
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	4 379 630	3 867 381
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	531 738	531 738
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- organismes controlés	19	1 000	1 000
-	20		
	21	532 738	532 738
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	2 637 163	1 648 585
Autres placements	23		
	24	2 637 163	1 648 585
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		2012	2011
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(1 769 000)	(1 734 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(9 518 000)	(9 070 000)
	27	<u>(11 287 000)</u>	<u>(10 804 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	8 399 000	7 679 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	618 000	575 000
Régimes à cotisations déterminées	30	61 248	40 580
Autres régimes (REER et autres)	31	207 654	210 874
Régimes de retraite des élus municipaux	32	223 200	222 375
	33	<u>9 509 102</u>	<u>8 727 829</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		138 685
Autres	35	487 185	866 926
	36	487 185	1 005 611

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	16 734 147	22 170 264
Salaires et avantages sociaux	38	16 287 412	17 637 605
Dépôts et retenues de garantie	39	6 545 985	8 025 920
Provision pour contestations d'évaluation	40	150 000	150 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	1 712 155	1 244 920
Autres			
- Intérêts sur la dette l/t	42	3 251 053	3 371 705
- Ville de Trois-Rivières	43	911 468	765 866
- organismes consolidés	44	1 338 182	1 645 287
-	45		
-	46		
	47	46 930 402	55 011 567

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	340 017	343 459
Transferts	49	10 781 998	1 197 496
Autres			
- ville	50	776 810	815 120
- organismes	51	2 421 361	2 082 154
	52	14 320 186	4 438 229

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012					2011	
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,05	5,90	2013	2032	53	386 705 750	365 469 466
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2013	2021	57	3 788 931	4 054 830
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59	70 983	73 054
Autres		6,50	2013	2017	60	9 655 952	14 021 605
					61	400 221 616	383 618 955
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(3 412 901)	(3 350 628)
					63	396 808 715	380 268 327

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2012				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2013	64	72	41 340 841	80	2 204	89	2 398 343	97	43 741 388
2014	65	73	37 556 330	81	2 346	90	2 048 846	98	39 607 522
2015	66	74	34 915 614	82	2 497	91	1 229 836	99	36 147 947
2016	67	75	34 375 858	83	2 658	92	3 272 902	100	37 651 418
2017	68	76	31 122 450	84	2 829	93	934 094	101	32 059 373
2018 et +	69	77	207 394 657	85	58 449	94	3 560 862	102	211 013 968
	70	78	386 705 750	86	70 983	95	13 444 883	103	400 221 616
Intérêts et frais accessoires				87	()			104	()
	71	79	386 705 750	88	70 983	96	13 444 883	105	400 221 616

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>			
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	106	179 642 644	134	17 650 541	161	(136 147)	188	197 429 332
Eaux usées	107	265 579 951	135	12 144 175	162	(249 448)	189	277 973 574
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	204 606 342	136	29 038 124	163	152 558	190	233 491 908
Autres	109	146 420 871	137	34 890 663	164	(2 750 496)	191	184 062 030
Réseau d'électricité	110		138		165		192	
Bâtiments	111	152 943 231	139	16 878 206	166	1 354 104	193	168 467 333
Améliorations locatives	112	1 262 905	140		167		194	1 262 905
Véhicules	113	42 074 871	141	3 501 601	168	318 586	195	45 257 886
Ameublement et équipement de bureau	114	18 673 500	142	2 202 957	169	(445 908)	196	21 322 365
Machinerie, outillage et équipement divers	115	23 141 728	143	1 090 412	170	232 299	197	23 999 841
Terrains	116	27 668 074	144	885 239	171	11 030 021	198	17 523 292
Autres	117	5 873 942	145	1 028 973	172		199	6 902 915
	118	<u>1 067 888 059</u>	146	<u>119 310 891</u>	173	<u>9 505 569</u>	200	<u>1 177 693 381</u>
Immobilisations en cours	119	<u>126 045 460</u>	147	<u>(55 931 353)</u>	174	<u>1 610 215</u>	201	<u>68 503 892</u>
	120	<u>1 193 933 519</u>	148	<u>63 379 538</u>	175	<u>11 115 784</u>	202	<u>1 246 197 273</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	121	58 838 962	149	4 416 006	176		203	63 254 968
Eaux usées	122	116 549 569	150	6 628 017	177	(33 202)	204	123 210 788
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	103 645 266	151	6 084 253	178		205	109 729 519
Autres	124	56 392 463	152	4 672 099	179	(479 138)	206	61 543 700
Réseau d'électricité	125		153		180		207	
Bâtiments	126	55 779 613	154	3 767 480	181	396 015	208	59 151 078
Améliorations locatives	127	912 095	155	80 631	182		209	992 726
Véhicules	128	20 314 125	156	2 810 179	183	828 391	210	22 295 913
Ameublement et équipement de bureau	129	11 622 692	157	2 079 909	184	77 980	211	13 624 621
Machinerie, outillage et équipement divers	130	10 074 880	158	1 651 983	185	(34 527)	212	11 761 390
Autres	131	2 547 294	159	2 143 078	186		213	4 690 372
	132	<u>436 676 959</u>	160	<u>34 333 635</u>	187	<u>755 519</u>	214	<u>470 255 075</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	<u>757 256 560</u>					215	<u>775 942 198</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	216	75 000	219		221		223	75 000
Amortissement cumulé	217	(7 500)	220	(13 500)	222	()	224	(21 000)
Valeur comptable nette	218	<u>67 500</u>					225	<u>54 000</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	226	13 208 942	2 860 981
Immeubles industriels municipaux	227	9 694 379	4 578 962
Autres	228	504 666	643 351
	229	23 407 987	8 083 294
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230		138 685
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	23 407 987	7 944 609

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	232	395 563	496 768
Frais reportés			
- Ville de Trois-Rivières	233	655 169	839 088
- Organismes consolidés	234	383 006	180 311
	235	1 433 738	1 516 167

Note**16. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 133 406 276 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :

(en millions de dollars)

	Ville de Trois-Rivières	Organismes contrôlés	Transactions inter	Total
2013:	36,8	5,2	(11,7)	30,3
2014:	25,0	5,1	(11,8)	18,3
2015:	15,1	5,0	(6,5)	13,6
2016:	12,7	5,0	(6,5)	11,2
2017:	9,8	4,9	(6,5)	8,2
suivantes:	34,0	-	-	34,0
	133,4	25,2	(43,0)	115,6

De plus, la Ville a adopté par résolution le versement de subventions au montant total de 71 659 000 \$, payable pour les années futures s'étalant de 2013 à 2038.

La Ville s'est également engagée envers l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné un emprunt de 219 790 \$ contracté par Centre Loisir Multi-Plus en 2009 pour une période de 20 ans. Afin de garantir les sommes que la Ville pourrait être tenue de payer en vertu de ce cautionnement, Centre Loisir Multi-Plus a hypothéqué en faveur de la Ville un immeuble.

La Ville a cautionné en 2003 deux emprunts, l'un de 326 877 \$ et l'autre de 500 000 \$ contractés par la Corporation de développement culturel de Trois-Rivières, solidairement avec ladite Corporation et ce, pendant 10 ans.

La Ville a cautionné en 2003, un emprunt maximal de 2 500 000 \$ et en 2004 un emprunt maximal de 2 250 000 \$ contractés par Innovation et développement économique Trois-Rivières, solidairement avec cet organisme et ce, pendant 20 ans.

La Ville a cautionné en 2006, deux emprunts de 260 000 \$ et 294 640 \$ contractés par Pavillon St-Arnaud inc., de façon indivisible et solidaire avec cet organisme, et ce, jusqu'en 2021.

La Ville a cautionné en 2009, un emprunt de 5 000 000 \$ contracté par Innovation et développement économique Trois-Rivières et ce, pour une période de 25 ans.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 95 000 \$ pour le « Festival international de danse encore ». La date de validité de ce cautionnement est fixé au 30 mai 2013.

La Ville a cautionné en 2012, un emprunt de 95 000 \$ pour les « Délices d'automne ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 décembre 2013.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 95 000 \$ pour le Complexe multi-disciplinaire Les Estacades. La date de validité de ce cautionnement est fixée au 21 mars 2016.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 17 000 \$ pour la « Classique internationale de canots de la Mauricie inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 août 2016.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 50 000 \$ pour « Trois-Rivières en blues inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 15 août 2013.

La Ville a cautionné en 2012, un emprunt de 500 000 \$ pour le Regroupement des bingos de T.R. inc. solidairement, et ce, pour une période de 10 ans.

Il est impossible d'évaluer les déboursés nets que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de ces organismes. Tout paiement net (après réalisation des garanties) que la Ville devra alors effectuer sera passé en charge dans l'exercice alors en cours.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville.

En ce qui concerne la responsabilité civile, la Ville détient une assurance dont la franchise est de 1 000 000 \$ par événement. Pour les réclamations inférieures à cette franchise, la Ville assume elle-même les paiements à même une réserve financière

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

constituée à cette fin. Les réclamations présentement en cours sont estimées à 443 000 \$. Il n'est pas possible présentement d'évaluer le dénouement de ces réclamations et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Ces sommes n'ont donc pas été comptabilisées.

c) Poursuites

La Ville fait face présentement à diverses poursuites. Les principales poursuites sont les suivantes :

- Action intentée suite à un incendie survenu en 2009 au montant de 784 000 \$;
- Action intentée suite à un incendie survenu en 2012 au montant de 952 000 \$;
- Action intentée suite à une opération policière survenue en 2008 au montant de 1 000 000 \$;
- Action intentée en 2012 pour erreurs, omission ou faute au montant de 1 963 000 \$;
- Grief concernant des cotisations au régime de retraite et à l'assurance collective dont il est trop tôt pour évaluer la responsabilité de la Ville;
- Divers dossiers de griefs dont l'impact financier est impossible à déterminer;
- Action en dommages et intérêts intentée en mars 2012 :
 - solidairement contre la Ville de Trois-Rivières, sept élus municipaux,* la vérificatrice générale** de la Ville de Trois-Rivières et la Corporation de l'amphithéâtre de Trois-Rivières inc. au montant de 1 440 000 \$;
 - individuellement contre sept élus municipaux* au montant total de 210 000 \$;
 - contre la vérificatrice générale** de la Ville de Trois-Rivières au montant de 30 000 \$.

Il est présentement impossible d'évaluer précisément le dénouement de ces litiges et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Tout règlement au titre de ces poursuites sera passé en charge dans l'exercice alors en cours, ou à même la réserve financière d'autoassurance lorsqu'en matière de responsabilité civile.

* En vertu de l'article 604.10 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19),
« Toute municipalité doit payer les dommages-intérêts dus à un tiers qui résultent de la faute d'un membre de son conseil dans l'exercice des fonctions de ce membre au sein de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci, sauf s'il s'agit d'une faute lourde, intentionnelle ou séparable de cet exercice ou si le membre, sans l'autorisation de la municipalité, admet sa faute ou assume sa défense ou sa représentation, lors de la procédure où sa faute est démontrée, lui-même ou par le procureur de son choix. »

** Les deuxième et troisième alinéas de l'article 107.16 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) énoncent ce qui suit : « Le vérificateur général et les employés qu'il dirige ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'une omission ou d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. »

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Aucune action civile ne peut être intentée en raison de la publication d'un rapport du vérificateur général établi en vertu de la présente loi ou de la publication, faite de bonne foi, d'un extrait ou d'un résumé d'un tel rapport. »

Quant à l'article 1463 du Code civil du Québec, il prévoit que « Le commettant est tenu de réparer le préjudice causé par la faute de ses préposés dans l'exécution de leurs fonctions; il conserve, néanmoins, ses recours contre eux. »

RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE LA MAURICIE

Expropriation de terrains sur le site du LET Champlain

En 2006, la Régie a exproprié des terrains antérieurement loués dans le cadre de l'exploitation du LET de Champlain. Les indemnités d'expropriation ont été fixées par le Tribunal administratif du Québec, par jugements du 14 juin 2012.

La Régie a déjà versé les indemnités d'expropriation, les dommages et dépenses pour troubles et inconvénients, les intérêts et les frais d'experts ainsi que l'essentiel des ajustements pour les mémoires de frais des avocats.

Le 7 janvier 2013, la Cour du Québec a refusé l'autorisation d'en appeler à la partie des expropriés ayant entrepris une telle démarche, concluant que les motifs invoqués n'étaient pas suffisants pour justifier un appel.

Toutefois, ces expropriés ont subséquemment signifié une requête en révision judiciaire devant la Cour supérieure, laquelle est présentable le 10 juin 2013.

Aucune provision n'est incluse dans le présent rapport financier en relation avec ces démarches judiciaires supplémentaires.

Réclamation de dommages devant la Cour d'appel du Québec

Les Serres du St-Laurent inc. avait déposé une réclamation en dommages au montant de 2,4 millions de dollars concernant la convention pour la fourniture de biogaz par la Régie. La Régie demandait l'annulation de cette réclamation et réclamait le remboursement des paiements faits antérieurement pour une somme de 1,8 millions de dollars.

La Cour supérieure a rendu un jugement en première instance condamnant la Régie à payer à Les Serres du St-Laurent inc. la somme de 1 334 981 \$ avec intérêts et indemnités et Les Serres du St-Laurent inc. à payer à la Régie la somme de 276 922 \$ avec intérêts et indemnité additionnelle.

Les deux parties en ont appelé du jugement devant la Cour d'appel du Québec et l'audition a été fixée aux 7 et 8 mai 2013.

Aucune provision n'est incluse dans le présent rapport financier en relation avec ce litige.

d) Autres

RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE LA MAURICIE

La Régie est partie à des litiges et à des réclamations dans le cours normal des affaires. La direction est d'avis que tout règlement éventuel n'aurait pas d'effet important sur la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

situation financière de la Régie.

INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE TROIS-RIVIÈRES (IDÉTR)

Convention collective

L'Organisme a signé au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, une lettre d'entente avec ses employés relativement aux clauses normatives de sa convention collective. Une sentence arbitrale disposant d'un différend portant sur une première convention collective a été déposée le 28 août 2012 relativement aux clauses salariales reliées à cette convention collective. En date du présent rapport, la partie syndicale désire porter cette sentence en appel. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de la négociation et le montant que l'Organisme, le cas échéant, devrait verser. Aucune provision n'a donc été constituée dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

18. Redressement aux exercices antérieurs

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

Au cours de l'exercice, la Ville a ajusté la part subventionnée des règlements d'emprunt suivants:

2009 chapitre 56	47 700 \$
2006 chapitre 71	69 359 \$
2009 chapitre 84	88 613 \$
2007 chapitre 22	29 477 \$
2006 chapitre 12	<u>9 260 \$</u>
	244 409 \$

Le solde des subventions à recevoir et de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme ont augmentés en conséquence.

De plus, des ajustements dus, soit à des ajustements de coûts ou de subventions à recevoir sur des projets fermés, ont été effectués sur les fonds réservés suivants :

Fonds de roulement:	1 174 \$
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés :	93 924 \$
Fonds de développement économique :	<u>858 \$</u>
	95 956 \$

RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE LA MAURICIE

Dans le cadre de la nouvelle entente constitutive, la répartition entre les membres est établie sur la population. L'impact pour la Ville de Trois-Rivières sur l'excédent accumulé au 1er janvier 2012 est de - 242 535 \$. Auparavant, la compétence 3 (enfouissement) était répartie selon le tonnage enfoui et la compétence 4 (fosses septiques) était répartie selon le nombre de fosses équivalentes.

INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE TROIS-RIVIÈRES

L'organisme a procédé à la décomptabilisation des instruments financiers dérivés. L'impact sur l'investissement net dans les éléments à long terme est de 1 034 091 \$.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

20. Juste valeur des instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

21. Avances bancaires

La Ville et ses organismes disposent de marges de crédit, telles qu'énumérées ci-dessous :

	<u>Montants autorisés</u>	<u>Taux d'intérêts</u>
Ville de Trois-Rivières	30 000 000 \$	Taux de base
S.T.T.R.	1 000 000 \$	Taux de base majoré de 0,25 %
R.G.M.R.M.	3 000 000 \$	Taux de base minoré de 0,25 % ou taux des acceptations bancaires plus 0,4 %
Corp. pour le dév. de l'île St-Quentin	35 000 \$	Taux de 7,25 %
Comité organisateur des fêtes du 375e	125 000 \$	Taux préférentiel majoré de 3 %

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 10 691 074	21 444 389
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 19 032 753	15 060 449
Montant à pourvoir dans le futur	3 (6 677 436) (7 571 111)	
Financement des investissements en cours	4 (7 402 309)	(18 073 680)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 453 847 659	432 531 462
	6 469 491 741	443 391 509

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Ex-ville de T-R Ouest	7 10 667	25 979
- Déficit de solvabilité	8	263 700
- Élections	9 910 000	740 000
- Étangs aérés	10 244 187	244 541
- Subv constr. résidentiel	11 374 900	508 400
- Déneigement	12 1 000 000	700 000
- Opérations	13 659 287	
- TRSL	14 990 000	
-	15	
	16 4 189 041	2 482 620
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
- S.T.T.R.	17 673 345	776 388
-	18	
-	19	
	20 673 345	776 388
Réserves financières		
- Fonds autoassurance	21 1 107 731	1 154 523
- Réserve parc portuaire	22 2 065 933	2 083 198
- Réserve parc d'exposition	23 4 048 914	4 173 428
- Réserve T-R sur St-Laurent	24 2 127 902	1 259
- Développement social	25 24 132	23 427
	26 9 374 612	7 435 835
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 1 029 915	444 499
Fonds parcs et terrains de jeux	28 38 060	73 627
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29 1 188 501	634 583
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 81 138	63 953
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 1 775 729	1 933 191
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 21 913	44 663
Autres		
- Fonds dével. économique	34 297 527	746 682
- Dével. logement social	35 268 390	265 155
- RGMRM-frais d'émission	36 94 582	159 253
-	37	
	38 4 795 755	4 365 606
	39 19 032 753	15 060 449

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (353 282)	(423 757)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (177 274)	(231 207)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (6 075 000)	(6 834 000)
Régimes non capitalisés	43 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ()	()
Autres	45 ()	()
Régimes non capitalisés	46 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
Autres		
- STTR	48 (71 880)	(82 147)
-	49 ()	()
	50 (6 677 436)	(7 571 111)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 20 029 448	16 094 324
Investissements à financer	52 (27 431 757)	(34 168 004)
	53 (7 402 309)	(18 073 680)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 775 942 198	757 256 560
Propriétés destinées à la revente	55 23 407 987	8 083 294
Prêts	56 532 738	532 738
Placements à titre d'investissement	57 2 637 163	1 648 585
Participations dans des entreprises municipales	58 240 552	47 450
	59 802 760 638	767 568 627
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 396 808 715	380 268 327
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 3 412 901	3 350 628
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (51 363 865)	(48 648 598)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 ()	()
	64 348 857 751	334 970 357
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65 55 228	66 808
	66 348 912 979	335 037 165
	67 453 847 659	432 531 462

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 734 000)	(2 188 000)
Charge de l'exercice	5 (8 399 000)	(7 679 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 8 364 000	8 133 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 769 000)</u>	<u>(1 734 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 230 493 000	215 762 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (257 150 000)	(242 420 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (26 657 000)	(26 658 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 25 928 000	26 249 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (729 000)	(409 000)
Provision pour moins-value	13 (1 040 000)	(1 325 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 769 000)</u>	<u>(1 734 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 230 493 000	215 762 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (257 150 000)	(242 420 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(26 657 000)</u>	<u>(26 658 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 11 387 000	10 326 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 11 387 000	10 326 000
Cotisations salariales des employés	22 (6 251 000)	(5 465 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 5 136 000	4 861 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 2 019 000	1 742 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 (285 000)	(303 000)
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>6 870 000</u>	<u>6 300 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 14 718 000	13 911 000
Rendement espéré des actifs	34 (13 189 000)	(12 532 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 1 529 000	1 379 000
Charge de l'exercice	36 <u>8 399 000</u>	<u>7 679 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 11 491 000	8 192 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (13 189 000)	(12 532 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (1 698 000)	(4 340 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (11 375 000)	(11 562 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 235 648 000	214 186 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 2 263 000	4 526 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,07 %	6,07 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,07 %	6,07 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,10 %	3,10 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,48 %	2,48 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite des cadres. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres et cadres supérieurs de la Ville qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé.

La Ville de Trois-Rivières offre également à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie, de l'assurance soins de santé et, pour un groupe de retraités actuels seulement, de l'assurance soins dentaires.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (9 070 000)	(8 676 000)
Charge de l'exercice	58 (618 000)	(575 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 170 000	181 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>9 518 000</u>)	(<u>9 070 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (7 695 000)	(8 027 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (1 823 000)	(1 043 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>9 518 000</u>)	(<u>9 070 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 378 000	358 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 378 000	358 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 378 000	358 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (106 000)	(106 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 272 000	252 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 346 000	323 000
Charge de l'exercice	77 618 000	575 000

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 886 000	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 14	13

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,75 %	4,25 %	
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	3,25 %	
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 %	%	
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 8,40 %	8,20 %	
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,50 %	5,50 %	
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2022	2016	
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 61 248	40 580

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 6

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2012</u>	<u>2011</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>207 654</u>	<u>210 874</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

		<u>2012</u>	<u>2011</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94	<u>16</u>	<u>16</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2012</u>	<u>2011</u>
Cotisations des élus au RREM	95	<u>37 803</u>	<u>37 727</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	127 858	127 139
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	<u>95 342</u>	<u>95 236</u>
	98	<u>223 200</u>	<u>222 375</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2012

Administration municipale

Dettes à long terme	1	342 469 487
---------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	23 664 440
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	1 701 125
--	---	-----------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	1 984 031
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	43 435 986
-----------	---	------------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	782 227
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	11	2 724 892
---	----	-----------

-	12	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	318 907 916
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	53 509 975
--	----	------------

Endettement net à long terme	15	372 417 891
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	16	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	17	
---------------------------	----	--

Autres organismes	18	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	19	372 417 891
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	372 417 891
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2012	2012	2012	2011	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	127 429 501	128 732 170	128 554 170	122 570 697
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	4 334 657	4 402 395	4 402 395	6 203 933
Activités de fonctionnement	6	8 087 682	8 114 396	8 102 147	7 876 209
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	139 851 840	141 248 961	141 058 712	136 650 839
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	10 414 268	10 727 659	10 727 659	9 908 138
Égout	11	7 474 320	7 684 772	7 684 772	7 507 793
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	441 595	465 183	465 183	390 543
Autres					
-insectes piqueurs	14	373 220	381 449	381 449	376 678
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	624 000	626 234	626 234	629 039
Service de la dette	18	6 099 057	6 271 204	6 271 204	6 409 218
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		254 798	254 798	681 432
	21	25 426 460	26 411 299	26 411 299	25 902 841
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23	280 000	269 192	269 192	268 401
	24	280 000	269 192	269 192	268 401
	25	25 706 460	26 680 491	26 680 491	26 171 242
	26	165 558 300	167 929 452	167 739 203	162 822 081

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 439 615	1 440 686	1 414 961
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	1 439 615	1 440 686	1 414 961
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	4 003 673	4 353 596	3 965 264
Cégeps et universités	33	4 605 587	3 867 463	3 864 817
Écoles primaires et secondaires	34	4 183 892	4 139 835	4 099 841
	35	12 793 152	12 360 894	11 929 922
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39	1 300	1 394	1 540
	40	1 300	1 394	1 540
	41	14 234 067	13 802 974	13 346 423
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	727 223	681 060	671 811
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	727 223	681 060	671 811
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	232 321	210 979	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	232 321	210 979	
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	325 796	322 694	324 915
	51	325 796	322 694	324 915
	52	15 519 407	15 017 707	14 806 728
				14 343 149

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	110 960	111 302	114 850
Sécurité publique				
Police	54	60 063	65 136	74 964
Sécurité incendie	55	3 372	3 451	3 677
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	115 543	128 339	123 310
Enlèvement de la neige	59	1 122	1 122	1 459
Autres	60	15 387	15 754	17 322
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		782 852	768 057
Transport adapté	62		879 167	851 583
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67	8 772	6 543	16 038
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	385 053	400 200	271 603
Réseau de distribution de l'eau potable	69	91 969	95 074	103 282
Traitement des eaux usées	70	1 199	1 199	1 100
Réseaux d'égout	71	39 836	41 005	47 200
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	1 163 245	1 027 052	1 891 036
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		44 431	55 297
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	1 450 000	3 658 594	754 409
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	4 731	4 731	6 150
Rénovation urbaine	84	135 192	949 564	1 357 809
Promotion et développement économique	85	2 445 550	1 670 275	1 411 854
Autres	86	192 075	182 954	296 253
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	144 156	169 216	217 532
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	557 366	592 513	589 423
Autres	89	455 827	469 963	716 936
Réseau d'électricité	90			
	91	7 381 418	9 638 418	9 691 144

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	20 000		
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94		9 198	57 161
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	40 660	294 024	1 575 007
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99		50 845	57 996
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		1 295 323	4 318 335
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			250 000
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	6 466 000	1 773 256	13 284 091
Réseau de distribution de l'eau potable	108	18 177 171	1 595 100	794 310
Traitement des eaux usées	109			5 748
Réseaux d'égout	110	771 964	94 394	470 958
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	385 000		
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125		48 491	507 611
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 705 062	3 846 364	4 325 268
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	16 570 087		
Autres	128		5 975 921	1 151 685
Réseau d'électricité	129			
	130	45 135 944	13 687 593	26 798 170

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132	2 227 500	2 227 574	1 489 173
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	7 253 348	7 175 764	7 705 050
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	113 362	114 813	113 191
	139	9 594 210	9 518 151	9 307 414
TOTAL DES TRANSFERTS	140	62 111 572	32 844 162	45 796 728

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141	90 000	63 301	51 711
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	90 000	63 301	51 711
Sécurité publique				
Police	145			18 213
Sécurité incendie	146		12 373	12 373
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149		12 373	18 213
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157	88 000	72 687	82 281
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160		2 259 053	3 092 788
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			4 676
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			1 037
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	88 000	72 687	3 180 782
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	8 000	18 489	17 384
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179		11 690	76 363
	180	8 000	18 489	93 747
Réseau d'électricité	181			
	182	186 000	166 850	3 344 453

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2012	2012	2012	2011
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	730 355	1 624 373	590 797
Sécurité publique	184	1 262 800	1 277 417	1 092 909
Transport				
Réseau routier	185	2 223 600	2 320 743	2 103 956
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		3 700 453	3 306 156
Transport adapté	187		196 537	192 831
Transport scolaire	188		471 864	496 125
Autres	189	2 147 300	1 737 129	1 572 887
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	516 750	521 284	6 047 207
Santé et bien-être	192	2 000	3 460	1 685
Aménagement, urbanisme et développement	193	211 300	308 647	1 275 892
Loisirs et culture	194	5 295 850	5 698 398	5 728 002
Réseau d'électricité	195			
	196	12 389 955	13 491 451	22 494 718
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	12 575 955	13 658 301	25 752 900
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	1 175 800	1 549 765	1 241 475
Droits de mutation immobilière	199	3 400 000	4 216 915	5 002 255
Droits sur les carrières et sablières	200	300 000	553 918	479 278
Autres	201			
	202	4 875 800	6 320 598	6 723 008
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	6 047 000	5 747 717	6 161 769
INTÉRÊTS	204	1 819 100	3 149 569	2 789 933
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	490 000	(136 120)	328 359
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		1 109 124	1 251 620
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	5 700 000	4 041 861	2 704 393
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			2 370 400
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	170 610	491 961	1 421 826
	212	6 360 610	5 506 826	6 824 978

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 202 695	2 072 139	51 355	2 123 494	2 123 494	2 319 676
Application de la loi	2	1 545 755	1 309 921	11 688	1 321 609	1 321 609	1 338 617
Gestion financière et administrative	3	10 393 787	10 877 276	905 603	11 782 879	11 782 879	10 220 323
Greffe	4	2 365 610	2 863 937	55 502	2 919 439	2 919 439	2 370 885
Évaluation	5	2 941 688	3 030 862	214 212	3 245 074	3 245 074	2 698 330
Gestion du personnel	6	2 808 888	2 706 500	32 518	2 739 018	2 739 018	2 742 974
Autres	7	1 509 651	1 647 607	21 814	1 669 421	1 669 421	2 265 158
	8	23 768 074	24 508 242	1 292 692	25 800 934	25 800 934	23 955 963
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	26 378 373	25 783 849	489 321	26 273 170	26 273 170	25 393 123
Sécurité incendie	10	9 536 078	8 849 381	750 475	9 599 856	9 599 856	7 048 428
Sécurité civile	11	50 500	40 662	12 384	53 046	53 046	49 060
Autres	12	1 838 165	1 964 196	30 339	1 994 535	1 994 535	1 702 434
	13	37 803 116	36 638 088	1 282 519	37 920 607	37 920 607	34 193 045
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	8 063 194	8 617 577	6 916 929	15 534 506	15 534 506	14 502 811
Enlèvement de la neige	15	14 518 571	14 105 980	600 931	14 706 911	14 706 911	14 432 229
Éclairage des rues	16	2 279 522	2 024 660	1 007 418	3 032 078	3 032 078	3 001 117
Circulation et stationnement	17	2 387 486	2 065 510	556 386	2 621 896	2 621 896	2 732 031
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 600 755	4 600 755	5 074	4 605 829	14 299 386	13 519 676
Transport aérien	19	2 322 061	2 259 238	417 152	2 676 390	2 675 630	1 875 154
Transport par eau	20						
Autres	21	2 827 055	2 773 705	228 912	3 002 617	3 002 617	2 715 602
	22	36 998 644	36 447 425	9 732 802	46 180 227	55 873 024	52 778 620

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 312 282	5 184 893	1 936 056	7 120 949	6 163 173
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 044 684	6 036 393	2 721 798	8 758 191	8 388 715
Traitement des eaux usées	25	1 392 287	906 421	3 157 599	4 064 020	4 993 693
Réseaux d'égout	26	6 754 447	6 651 668	4 186 134	10 837 802	10 950 351
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	2 522 802	2 511 885	21 442	3 913 512	3 913 459
Élimination	28	3 494 184	3 513 634		6 277 347	5 515 527
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 733 972	1 198 042	16 076	1 232 168	3 003 754
Tri et conditionnement	30	1 263 432	724 725		305 239	2 580 516
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	165 567	130 060		130 060	151 863
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37			20 659	20 659	3 768
Protection de l'environnement	38	730 000	772 623	35 914	808 537	761 085
Autres	39	369 000	380 243	4 145	384 388	411 684
	40	29 782 657	28 010 587	12 099 823	40 110 410	46 837 588
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 281 780	1 377 240		1 377 240	1 138 886
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	1 544 086	3 328 568		3 328 568	884 609
	44	2 825 866	4 705 808		4 705 808	2 023 495
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	4 314 856	4 262 753	111 989	4 374 742	3 853 839
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	676 949	554 301	2 054 254	2 608 555	936 365
Autres biens	47	2 485 000	2 567 085		2 567 085	2 634 801
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 017 125	4 609 289	161 926	4 771 215	4 962 813
Tourisme	49	1 101 600	1 111 576		1 111 576	1 451 961
Autres	50	300 000	1 178 661		1 178 661	1 178 789
Autres	51		63 592	97 685	161 277	105 826
	52	12 895 530	14 347 257	2 425 854	16 773 111	13 945 605

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	2 917 862	2 634 096	349 732	2 983 828	2 983 828	2 970 310
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 465 136	4 537 038	254 239	4 791 277	4 791 277	4 518 005
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 401 847	1 345 748	153 922	1 499 670	1 499 670	1 295 072
Parcs et terrains de jeux	56	7 398 483	7 438 968	1 229 824	8 668 792	8 424 282	8 040 350
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	3 443 002	3 245 080	80 302	3 325 382	3 325 382	3 300 613
Autres	59	263 040	253 329	213 535	466 864	466 864	324 930
	60	19 889 370	19 454 259	2 281 554	21 735 813	21 491 303	20 449 280
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	4 227 372	4 318 957	169 956	4 488 913	1 659 741	1 884 543
Bibliothèques	62	5 257 394	4 995 984	324 827	5 320 811	5 320 811	5 258 552
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 159 500	1 159 500	86 828	1 246 328	1 246 328	1 102 235
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	5 875 550	6 389 344	267 522	6 656 866	10 323 651	9 280 425
	66	16 519 816	16 863 785	849 133	17 712 918	18 550 531	17 525 755
	67	36 409 186	36 318 044	3 130 687	39 448 731	40 041 834	37 975 035
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	13 005 268	12 706 770		12 706 770	14 756 717	14 487 340
Autres frais	70	859 964	844 644		844 644	988 578	911 104
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	1 911 000	1 834 000		1 834 000	1 834 000	1 663 000
Autres	72	180 000	222 643		222 643	222 643	117 732
	73	15 956 232	15 608 057		15 608 057	17 801 938	17 179 176
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	25 925 889	29 964 377	(29 964 377)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le **31 décembre 2012** de la **Ville de Trois-Rivières** (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le **31 décembre 2012** de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

SIGNATURE DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE:

Nosette, CPA auditrice, CA # A109614

NOM DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE: ANDRÉE COSSETTE, CPA auditrice, CA permis d'auditrice
#A109614
TROIS-RIVIÈRES (Canada)

DATE 2013-05-03

Dernière modification : 2013-05-02 15:44:28

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>170 965 449</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	3 035 997
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>167 929 452</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	167 929 452
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>601 993</u>
Total partiel			4	<u>168 531 445</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	269 192		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	992 660		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	19 030 252		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	626 234		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>20 918 338</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>147 613 107</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2012 ²	1	<u>8 131 737 416</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2012 ²	2	<u>8 161 455 816</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>8 146 596 616</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>147 613 107</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>8 146 596 616</u>
Taux global de taxation réel de 2012	6	| 1 | , | 8 | 1 | 2 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2012 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	8 338 437	2 683 079	1 784 379
Usines de traitement de l'eau potable	2	6 754 035	1 918 509	8 013 517
Usines et bassins d'épuration	3	1 094 212	301 670	1 112 590
Conduites d'égout	4	15 743 855	2 354 520	2 640 433
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			343 104
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	19 970 948	15 357 526	6 676 150
Ponts, tunnels et viaducs	7		27 802	37 298
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 661 509	909 787	973 169
Aires de stationnement	9	770 000	65 487	196 515
Parcs et terrains de jeux	10	12 942 757	6 267 541	5 175 483
Autres infrastructures	11	38 587 197	6 549 804	6 908 403
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	4 013 194	1 994 211	5 577 329
Édifices communautaires et récréatifs	14	27 986 856	12 376 832	4 609 835
Améliorations locatives	15			10 495
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			1 857 166
Autres	17	2 081 750	2 220 155	1 656 431
Ameublement et équipement de bureau	18	768 000	974 259	1 386 516
Machinerie, outillage et équipement divers	19	8 409 250	968 528	1 122 982
Terrains	20	3 331 000	1 219 285	1 135 031
Autres	21	1 394 000	1 210 474	873 740
	22	153 847 000	57 399 469	52 090 566

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 432 238	593 314
Usines de traitement de l'eau potable	24		1 918 509	8 013 517
Usines et bassins d'épuration	25		301 670	1 112 590
Conduites d'égout	26		675 770	848 446
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		1 250 841	1 191 065
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		1 678 750	1 791 987
	31		7 257 778	13 550 919

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	365 469 466	57 139 600	35 903 316	386 705 750
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	4 054 830		265 899	3 788 931
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	73 054		2 071	70 983
Autres	6	14 021 605	18 994	4 384 647	9 655 952
	7	383 618 955	57 158 594	40 555 933	400 221 616
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	1 832 609	567 106	415 684	1 984 031
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	61 164 338	2 945 796	8 082 532	56 027 602
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	271 973 410	46 406 806	27 534 098	290 846 118
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	334 970 357	49 919 708	36 032 314	348 857 751
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	47 349 515	8 209 421	5 373 339	50 185 597
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16	1 299 083		120 815	1 178 268
Autres	17				
	18	48 648 598	8 209 421	5 494 154	51 363 865
Prêts	19				
	20	48 648 598	8 209 421	5 494 154	51 363 865
	21	383 618 955	58 129 129	41 526 468	400 221 616
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	383 618 955	58 129 129	41 526 468	400 221 616

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 600 755	4 600 755	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 508 864	1 432 371	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	7 109 619	6 033 126	

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	166,00	35,00	15 432 436	3 990 871	19 423 307
Professionnels	2	11,00	33,75	582 787	133 580	716 367
Cols blancs	3	336,00	33,75	16 055 767	3 604 213	19 659 980
Cols bleus	4	266,00	40,00	14 238 424	3 202 043	17 440 467
Policiers	5	172,00	37,80	16 040 534	3 694 117	19 734 651
Pompiers	6	72,00	40,00	4 376 783	806 604	5 183 387
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	1 023,00		66 726 731	15 431 428	82 158 159
Élus	9	17,00		903 422	291 378	1 194 800
	10	1 040,00		67 630 153	15 722 806	83 352 959

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11	2 173 456		2 173 456
Réseau de distribution de l'eau potable	12	1 620 344	69 830	1 690 174
Traitement des eaux usées	13	1 199		1 199
Réseaux d'égout	14	88 202	47 197	135 399

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	1 309 921	27	11 688	53	1 321 609	79	63 979	105	1 257 630	131	11 412
Évaluation	2	3 030 862	28	214 212	54	3 245 074	80	13 424	106	3 231 650	132	23 790
Autres	3	20 167 459	29	1 066 792	55	21 234 251	81	1 610 270	107	19 623 981	133	2 591 449
	4	24 508 242	30	1 292 692	56	25 800 934	82	1 687 673	108	24 113 261	134	2 626 651
Sécurité publique												
Police	5	25 783 849	31	489 321	57	26 273 170	83	865 171	109	25 407 999	135	78 694
Sécurité incendie	6	8 849 381	32	750 475	58	9 599 856	84	20 214	110	9 579 642	136	542 062
Sécurité civile	7	40 662	33	12 384	59	53 046	85		111	53 046	137	
Autres	8	1 964 196	34	30 339	60	1 994 535	86	404 405	112	1 590 130	138	6 690
	9	36 638 088	35	1 282 519	61	37 920 607	87	1 289 790	113	36 630 817	139	627 446
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	8 617 577	36	6 916 929	62	15 534 506	88	187 853	114	15 346 653	140	3 054 809
Enlèvement de la neige	11	14 105 980	37	600 931	63	14 706 911	89	501 278	115	14 205 633	141	299 728
Autres	12	4 090 170	38	1 563 804	64	5 653 974	90	1 631 613	116	4 022 361	142	602 491
Transport collectif	13	6 859 993	39	422 226	65	7 282 219	91	1 737 129	117	5 545 090	143	344 203
Autres	14	2 773 705	40	228 912	66	3 002 617	92		118	3 002 617	144	101 731
	15	36 447 425	41	9 732 802	67	46 180 227	93	4 057 873	119	42 122 354	145	4 402 962
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	5 184 893	42	1 936 056	68	7 120 949	94		120	7 120 949	146	1 491 042
Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 036 393	43	2 721 798	69	8 758 191	95	364 722	121	8 393 469	147	1 261 385
Traitement des eaux usées	18	906 421	44	3 157 599	70	4 064 020	96		122	4 064 020	148	124 264
Réseaux d'égout	19	6 651 668	45	4 186 134	71	10 837 802	97	229 249	123	10 608 553	149	1 722 172
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	6 025 519	46	21 442	72	6 046 961	98		124	6 046 961	150	20 829
Matières recyclables	21	2 052 827	47	16 076	73	2 068 903	99		125	2 068 903	151	20 469
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49	20 659	75	20 659	101		127	20 659	153	17 822
Protection de l'environnement	24	772 623	50	35 914	76	808 537	102		128	808 537	154	6 011
Autres	25	380 243	51	4 145	77	384 388	103		129	384 388	155	
	26	28 010 587	52	12 099 823	78	40 110 410	104	593 971	130	39 516 439	156	4 663 994

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 377 240	172		187	1 377 240	202	3 460	217	1 373 780	232	56 449
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	3 328 568	174		189	3 328 568	204		219	3 328 568	234	
	160	4 705 808	175		190	4 705 808	205	3 460	220	4 702 348	235	56 449
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	4 262 753	176	111 989	191	4 374 742	206	123 033	221	4 251 709	236	72 579
Rénovation urbaine	162	3 121 386	177	2 054 254	192	5 175 640	207	185 614	222	4 990 026	237	643 033
Promotion et développement économique	163	6 899 526	178	161 926	193	7 061 452	208		223	7 061 452	238	314 257
Autres	164	63 592	179	97 685	194	161 277	209		224	161 277	239	200 050
	165	14 347 257	180	2 425 854	195	16 773 111	210	308 647	225	16 464 464	240	1 229 919
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	19 454 259	181	2 281 554	196	21 735 813	211	1 389 851	226	20 345 962	241	1 331 873
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	4 995 984	182	324 827	197	5 320 811	212	201 910	227	5 118 901	242	207 301
Autres	168	11 867 801	183	524 306	198	12 392 107	213	4 125 126	228	8 266 981	243	461 462
	169	36 318 044	184	3 130 687	199	39 448 731	214	5 716 887	229	33 731 844	244	2 000 636
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	180 975 451	186	29 964 377	201	210 939 828	216	13 658 301	231	197 281 527	246	15 608 057

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		2012	2011
Rémunération	1	941 436	1 141 165
Charges sociales	2	227 623	263 689
Biens et services	3	55 987 815	42 087 482
Frais de financement	4	242 595	270 680
Autres	5		
	6	57 399 469	43 763 016

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	19 765 924	11 983 921
Redressement aux exercices antérieurs	2		2
Solde redressé au début de l'exercice	3	19 765 924	11 983 923
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	6 781 402	13 493 177
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(530 713)	(378 461)
Activités d'investissement	6	(2 580 000)	(660 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 350 287)	(2 013 700)
Réserves financières et fonds réservés	8	(10 801 000)	(2 702 000)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		42 985
	11	(10 480 598)	7 782 001
Solde à la fin de l'exercice	12	9 285 326	19 765 924
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 482 619	1 544 936
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 482 619	1 544 936
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 643 866)	(576 017)
Activités d'investissement	17		(500 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 350 287	2 013 700
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	1 706 421	937 683
Solde à la fin de l'exercice	22	4 189 040	2 482 619
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	11 184 215	10 789 348
Redressement aux exercices antérieurs	24	95 956	2
Solde redressé au début de l'exercice	25	11 280 171	10 789 350
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 516 613	285 167
Activités d'investissement	27	(10 406 621)	(2 795 959)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	10 801 000	2 702 000
Financement des investissements en cours	29	716 690	203 657
	30	2 627 682	394 865
Solde à la fin de l'exercice	31	13 907 853	11 184 215

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

		2012	2011
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	32	(7 488 964)	(8 418 530)
Redressement aux exercices antérieurs	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(7 488 964)	(8 418 530)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	())	())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	())	())
Autres	37	())	())
Régimes non capitalisés	38	())	())
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	39	())	())
Autres	40	())	())
	41	())	())
Diminution de l'exercice	42	883 408	929 566
	43	883 408	929 566
Solde à la fin de l'exercice	44	(6 605 556)	(7 488 964)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	45	(15 965 951)	(31 051 924)
Redressement aux exercices antérieurs	46		(3)
Solde redressé au début de l'exercice	47	(15 965 951)	(31 051 927)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48	12 966 057	15 332 618
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	50		(42 985)
Excédent de fonctionnement affecté	51		
Réserves financières et fonds réservés	52	(716 690)	(203 657)
	53	12 249 367	15 085 976
Solde à la fin de l'exercice	54	(3 716 584)	(15 965 951)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	55	410 184 843	396 635 898
Redressement aux exercices antérieurs	56		
Solde redressé au début de l'exercice	57	410 184 843	396 635 898
Variation de l'exercice	58	16 884 577	13 548 945
Solde à la fin de l'exercice	59	427 069 420	410 184 843

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 000 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 519 880	93 924		431 589	415 684		1 629 709
Montant réservé pour le service de la dette							
	1 519 880	93 924		431 589	415 684		1 629 709

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □□□□□ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □□□□□ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	1 | 8 | 6	, | 0 | 0 \$
Égout	2	1 | 3 | 6	, | 0 | 0 \$
Eau et égout	3	| | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | |	, | | | \$
Matières résiduelles	5	| | |	, | | | \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
TR-taxe foncière résiduelle	1,3934	1	
TR-taxe foncière 6 log. et plus	1,5255	1	
TR-taxe foncière TVD	2,7868	1	
TR-taxe foncière INR	2,5707	1	
TR-taxe foncière industrielle	3,0848	1	
TR-taxe foncière agricole	1,3934	1	
CAP-taxe foncière résiduelle	1,3907	1	
CAP-taxe foncière 6 log. et plus	1,5225	1	
CAP-taxe foncière TVD	2,7813	1	
CAP-taxe foncière INR	2,5656	1	
CAP-taxe foncière industrielle	3,0787	1	
CAP-taxe foncière agricole	1,3907	1	
TRO-taxe foncière résiduelle	1,3580	1	
TRO-taxe foncière 6 log. et plus	1,4867	1	
TRO-taxe foncière TVD	2,7159	1	
TRO-taxe foncière INR	2,5053	1	
TRO-taxe foncière industrielle	3,0063	1	
TRO-taxe foncière agricole	1,3580	1	
SLF-taxe foncière résiduelle	1,3542	1	
SLF-taxe foncière 6 log. et plus	1,4826	1	
SLF-taxe foncière TVD	2,7084	1	
SLF-taxe foncière INR	2,4984	1	
SLF-taxe foncière industrielle	2,9980	1	
SLF-taxe foncière agricole	1,3542	1	
PDL-taxe foncière résiduelle	1,3868	1	
PDL-taxe foncière 6 log. et plus	1,5183	1	
PDL-taxe foncière TVD	2,7737	1	
PDL-taxe foncière INR	2,5585	1	
PDL-taxe foncière industrielle	3,0702	1	
PDL-taxe foncière agricole	1,3868	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SMC-taxe foncière résiduelle	1,4007	1	
SMC-taxe foncière 6 log. et plus	1,5334	1	
SMC-taxe foncière TVD	2,8013	1	
SMC-taxe foncière INR	2,5841	1	
SMC-taxe foncière industrielle	3,1008	1	
SMC-taxe foncière agricole	1,4007	1	
Taxe d'eau	,1283	1	Minimum 186 \$ / unité
Taxe d'égout	,0938	1	Minimum 136 \$ / unité
Taxe de fosse septique	80,0000	4	
Taxe de fosse septique	,0552	1	Minimum 80 \$ / unité
Taxe d'eau saisonnière	93,0000	4	
Taxe d'égout saisonnière	68,0000	4	
Taxe de fosse saisonnière	40,0000	4	
Taxe de fosse-20000 gallons et plus	1 000,0000	4	
Taxe d'eau compteur	,6400	7	par mètre cube
Taxe de conteneurs	35,0000	4	Par unité
Insectes piqueurs	20,0000	4	Par unité
Améliorations locatives		7	Divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7	2 434 004 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8	\$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	601 993 \$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	219 504 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	1 300	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1325, Place de l'Hotel-de-ville, C.P. 36
 (no) (rue)
Trois-Rivières G9A 5H3
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 374-2002
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 372-4630
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Madame France Cinq-Mars

Téléphone (819) 374-2002
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 372-4630
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel fcing-mars@v3r.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette SENCRL , CPA

Titre Comptables agréés

Adresse 200-25 Des Forges , C.P. 1356
 (no) (rue)
Trois-Rivières G9A 5L2
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 379-0133
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 379-4207
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Responsable du dossier Monsieur Claude Lacombe, CA auditeur

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Madame Andrée Cossette, CA, Auditeure

Titre Vérificatrice générale

Adresse 1350 rue Royale, bureau 1103
 (no) (rue)
Trois-Rivières G9A 4J4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 372-4641
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 374-6892
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel acossette@v3r.net

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION

Je , France Cinq-Mars , atteste que le rapport financier consolidé de Trois-Rivières pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-05-06 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>24 968 304</u> \$
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,8120</u> \$

Date et heure de la dernière modification : 2013-05-02 15:44:28

Date de transmission au Ministère : 2013/05/07

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2012

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Trois-Rivières

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012	Réalizations 2012		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	221 619 636	224 031 800	232 128 960	44 431 555	248 422 113
Investissement	2	26 119 771	50 835 944	18 045 372	1 611 645	19 657 017
	3	247 739 407	274 867 744	250 174 332	46 043 200	268 079 130
Charges	4	209 209 106	222 365 194	226 547 885	44 701 343	243 110 826
Excédent (déficit) de l'exercice	5	38 530 301	52 502 550	23 626 447	1 341 857	24 968 304
Moins : revenus d'investissement	6 (	26 119 771 ) (	50 835 944 ) (	18 045 372 ) (	1 611 645 ) (	19 657 017)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	12 410 530	1 666 606	5 581 075	(269 788)	5 311 287
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	26 847 813	25 925 889	29 964 377	4 369 258	34 333 635
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 277 456	1 100 000	1 529 000	12 333	1 541 333
Remboursement de la dette à long terme	10 (	26 421 780 ) (	26 671 418 ) (	28 985 928 ) (	4 209 900 ) (	33 195 828)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	605 427 ) (	1 090 000 ) (	2 557 618 ) (	924 138 ) (	3 481 756)
Excédent (déficit) accumulé	12	(260 255)	(931 077)	(225 441)	562 433	336 992
Autres éléments de conciliation	13	244 840		1 475 937	497 856	1 973 793
	14	1 082 647	(1 666 606)	1 200 327	307 842	1 508 169
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	13 493 177		6 781 402	38 054	6 819 456

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2011	2012	2011
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	81 199 995	83 990 756	95 157 807
Autres	2	37 631 778	48 474 852	56 797 565
	3	118 831 773	132 465 608	151 955 372
Passifs				
Dette à long terme	4	323 337 688	339 339 616	396 808 715
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	10 804 000	11 287 000	10 804 000
Autres	6	63 554 039	67 212 362	78 720 736
	7	397 695 727	417 838 978	486 816 451
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(278 863 954)	(285 373 370)	(334 861 079)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	686 846 822	701 985 092	775 942 198
Autres	10	12 179 818	27 517 777	28 410 622
	11	699 026 640	729 502 869	804 352 820
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	19 765 924	9 285 326	10 691 074
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	13 666 834	18 096 893	19 032 753
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	7 488 964 ) (	6 605 556 ) (	6 677 436) (
Financement des investissements en cours	15	(15 965 951)	(3 716 584)	(7 402 309)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	410 184 843	427 069 420	453 847 659
	17	420 162 686	444 129 499	469 491 741

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Ex-ville de T-R Ouest	18	10 667	25 979
- Déficit de solvabilité	19		263 700
- Élections	20	910 000	740 000
- Étangs aérés	21	244 187	244 541
- Subv constr. résidentiel	22	374 900	508 400
- Dénéigement	23	1 000 000	700 000
- Opérations	24	659 287	
- TRSL	25	990 000	
-	26		
	27	4 189 041	2 482 620
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	28	673 345	776 388
	29	4 862 386	3 259 008
Réserves financières			
Fonds réservés	30	9 374 612	7 435 835
	31	4 795 755	4 365 606
	32	19 032 753	15 060 449

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalisations 2011	Budget 2012	Réalisations 2012	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	162 327 870	165 558 300	167 674 654	167 484 405
Compensations tenant lieu de taxes	2	14 515 814	15 519 407	15 017 707	14 806 728
Quotes-parts	3				
Transferts	4	16 165 890	16 975 628	19 156 569	21 167 611
Services rendus	5	12 088 375	12 575 955	13 658 301	24 932 311
Autres	6	16 521 687	13 402 510	16 621 729	20 031 058
	7	221 619 636	224 031 800	232 128 960	248 422 113
Investissement					
Taxes	8	681 432		254 798	254 798
Quotes-parts	9				
Transferts	10	22 479 835	45 135 944	13 687 593	14 982 916
Autres	11	2 958 504	5 700 000	4 102 981	4 419 303
	12	26 119 771	50 835 944	18 045 372	19 657 017
	13	247 739 407	274 867 744	250 174 332	268 079 130

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	2 941 688	3 030 862	214 212	3 245 074	3 245 074	2 698 330
Autres	2	20 826 386	21 477 380	1 078 480	22 555 860	22 555 860	21 257 633
Sécurité publique							
Police	3	26 378 373	25 783 849	489 321	26 273 170	26 273 170	25 393 123
Sécurité incendie	4	9 536 078	8 849 381	750 475	9 599 856	9 599 856	7 048 428
Autres	5	1 888 665	2 004 858	42 723	2 047 581	2 047 581	1 751 494
Transport							
Réseau routier	6	27 248 773	26 813 727	9 081 664	35 895 391	35 895 391	34 668 188
Transport collectif	7	6 922 816	6 859 993	422 226	7 282 219	16 975 016	15 394 830
Autres	8	2 827 055	2 773 705	228 912	3 002 617	3 002 617	2 715 602
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	19 503 700	18 779 375	12 001 587	30 780 962	30 780 962	30 495 932
Matières résiduelles	10	9 179 957	8 078 346	37 518	8 115 864	11 858 326	15 165 119
Autres	11	1 099 000	1 152 866	60 718	1 213 584	1 720 966	1 176 537
Santé et bien-être	12	2 825 866	4 705 808		4 705 808	4 705 808	2 023 495
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	4 314 856	4 262 753	111 989	4 374 742	4 369 226	3 853 839
Promotion et développement économique	14	5 418 725	6 899 526	161 926	7 061 452	6 900 284	6 414 774
Autres	15	3 161 949	3 184 978	2 151 939	5 336 917	5 336 917	3 676 992
Loisirs et culture	16	36 409 186	36 318 044	3 130 687	39 448 731	40 041 834	37 975 035
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	15 956 232	15 608 057		15 608 057	17 801 938	17 179 176
Amortissement des immobilisations	19	25 925 889	29 964 377	(29 964 377)			
	20	222 365 194	226 547 885		226 547 885	243 110 826	228 888 527

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3